

Des droits antidumping par les EU « inacceptables » sur les olives espagnoles

© 13/06/2018 |  Terre-net Média

La Commission européenne a qualifié mercredi d'« inacceptable » l'annonce par le département américain du commerce de droits antidumping sur les olives espagnoles.

« **L**a décision du ministère américain du commerce d'**imposer des droits anti-subsidation et antidumping déraisonnablement élevés** (...) sur les **olives espagnoles** est tout simplement inacceptable », a estimé Daniel Rosario, un porte-parole de la Commission, mercredi lors du point presse quotidien. Dans une décision finale annoncée mardi dans un communiqué, l'administration Trump estime que les olives en provenance d'Espagne sont vendues de 16,88 % à 25,5 % de moins que leur valeur réelle.

Le département américain du commerce avait estimé précédemment, dans des décisions préliminaires publiées en novembre et janvier, que ces denrées étaient vendues à des prix inférieurs de 14,64 %, de 16,80 % et de 19,73 % à leur valeur réelle. L'administration Trump conclut en outre dans sa décision de mardi que l'Espagne subventionne ses producteurs d'olives à hauteur de 7,52 % à 27,02 %. L'ultime décision reviendra néanmoins à la Commission américaine du commerce international (ITC). Celle-ci doit trancher sur le dossier le 24 juillet, a précisé le département du Commerce.

« Il s'agit d'une **mesure de protection visant un produit européen de haute qualité** et populaire auprès des consommateurs américains », a insisté Daniel Rosario, ajoutant que la Commission européenne agirait « en conséquence » contre cette décision « injustifiée ». « La décision a déjà conduit les autorités américaines à imposer des droits de douane préliminaires, qui ont un impact important sur les producteurs espagnols, en particulier dans la région d'Andalousie (sud), où son importance économique et sociale est très importante », a-t-il ajouté. En 2017, les importations d'olives d'Espagne aux États-Unis ont représenté 67,6 millions de dollars. L'administration Trump multiplie depuis des mois des mesures protectionnistes qui suscitent l'indignation de ses partenaires commerciaux.